

Marché public de services

Règlement de la consultation (RC)

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

Maître de l'ouvrage

Etat - Ministère des armées

Objet de la consultation

N° projet : 25017

N° DAF : 2025-000398

SID-Sud-Ouest - Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire relatif aux contrôles réglementaires et aux vérifications périodiques obligatoires sur les matériaux, matériels et installations implantés sur les emprises relevant du périmètre de compétence du SID Sud-Ouest.

Remise des offres

Date et heure limite de réception : **mardi 8 juillet à 16 h 00**

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC	3
1.1. Maître de l'ouvrage	3
1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1. Description de l'accord-cadre	3
2.2. Durée d'exécution du marché	3
2.3. Estimation du montant de l'accord cadre.....	3
2.4. Type de marché	3
2.5. Procédure.....	3
2.6. Nomenclature	3
2.7. Décomposition du marché en tranche	3
2.8. Allotissement du marché.....	3
2.9. Prestations supplémentaires	4
2.10. Variantes	4
2.11. Mode de dévolution.....	4
2.12. Langues pouvant être utilisées dans l'offre.....	4
ARTICLE 3 – CONDITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	4
3.1. Retenue de garantie	4
3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
3.3. Bons de commande	4
3.4. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense	4
3.5. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques	4
3.6. Traitement des documents portant la mention « diffusion restreinte »	5
3.7. Cyber sécurité.....	5
3.8. Clauses environnementales et sociales.....	5
3.9. Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour une démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures	5
ARTICLE 4 – CONDITION DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES	5
4.1. Contenu des plis	5
4.2. Modalité d'envoi des plis	6
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
6.1. Contenu du dossier de consultation.....	8
6.2. Modifications du dossier de consultation.....	8
6.3. Délai de validité des offres.....	8
6.4. Questions des candidats	8
6.5. Disposition relative à la dématérialisation de la procédure - PLACE	9
6.6. Visite des lieux.....	9
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION ET NOTIFICATION	9
ARTICLE 8 : PROCEDURE DE RECOURS	9

LISTE DES ANNEXES

Annexes I - DQE

Annexe II – Clauses relatives à la dématérialisation des échanges

ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC

1.1. Maître de l'ouvrage

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest

Adresse postale :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
223, rue de Bègles - CS 21 152 – 33 068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Pelleport - 9, rue de Cursol - 33 000 Bordeaux

1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

2.1. Description de l'accord-cadre

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire relatif aux contrôles réglementaires et aux vérifications périodiques obligatoires sur les matériaux, matériels et installations implantés sur les emprises relevant du périmètre de compétence du SID Sud-Ouest.

La description des prestations est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La liste des emprises concernée est annexée au CCTP.

2.2. Durée d'exécution du marché

L'accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée ferme de 2 (deux) ans. Il est reconductible 2 fois tacitement à chaque date anniversaire du marché, pour une durée de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 (quatre) ans,

2.3. Estimation du montant de l'accord cadre

Le montant de commande annuel estimés est de 2 600 000 € TTC annuel.
Le volume des prestations est estimé à 1000 bons de commande par an.

2.4. Type de marché

Le présent marché est un marché de services.

Les prestations objet du présent marché feront l'objet de bons de commande en application des articles R. 2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

2.5. Procédure

La présente consultation est passée selon l'appel d'offre ouvert, en application des articles R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.6. Nomenclature

CPV principal : 71631300-3 services de contrôle technique de bâtiments.

Code Groupe de Marchandise (GM) : 37.02.11 – contrôles réglementaires et diagnostics.

2.7. Décomposition du marché en tranche

Sans objet.

2.8. Allotissement du marché

Sans objet.

2.9. Prestations supplémentaires

Sans objet.

2.10. Variantes

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

2.11. Mode de dévolution

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire.

Le soumissionnaire ne pourra pas se présenter à la fois :

- en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements

2.12. Langues pouvant être utilisées dans l'offre

Les dossiers des candidats seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les offres en langues étrangères accompagnées d'une traduction en français seront recevables (article R 2151-12 du code de la commande publique).

ARTICLE 3 – CONDITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

3.1. Retenue de garantie

Sans objet.

3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'Etat
- Prix du marché : le marché sera conclu à **prix unitaires**.
- Unité monétaire : le marché est conclu en euros.
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
- Règlement des comptes : le C.C.A.P. du présent marché fixe le mode d'évaluation des prestations ainsi que le mode de règlement des comptes et le mode de variation des prix.
- Délais de paiement : le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3. Bons de commande

Les prestations seront commandées par bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

3.4. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter eu égard au fait que les prestations à exécuter se situent dans l'enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

3.5. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de fiche de contrôle primaire de **trois (3) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de cette fiche sera fourni dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire validée, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

3.6. Traitement des documents portant la mention « diffusion restreinte »

Sans objet

3.7. Cyber sécurité

Le titulaire devra désigner en son sein un point de contact Cybersécurité (POC cyber) pour les besoins de ses prestations. Il sera garant des obligations contractuelles de cybersécurité de l'entreprise et de ses sous-traitants. Une attestation de désignation du POC Cyber devra être fournie dans l'offre par le candidat, ou, au plus tard, avant la notification du marché. En cas de changement de ce POC en cours d'opération, une nouvelle attestation devra être fournie.

Ce POC pourra utilement suivre le MOOC (« massive online open course » = cours en ligne) gratuit de l'ANSSI afin de disposer du niveau minimal de sensibilisation.

3.8. Clauses environnementales et sociales

3.8.1 – Clauses sociales

Sans objet.

3.8.2 – Clauses environnementales

L'ensemble des échanges se fera de manière dématérialisée.

3.9. Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour une démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures

Sans objet.

ARTICLE 4 – CONDITION DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

4.1. Contenu des plis

Sous-dossier A - éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME ou DC1 ou autre pouvant s'y substituer
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
	Un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2 <i>le chiffre d'affaire moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2024 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement
	Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché.
	Présentation d'une liste des prestations de nature et d'importance équivalentes effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (attestations à l'appui).

	<p><u>Certificat de qualification professionnelle</u></p> <p>Les qualifications COFRAC ou équivalences suivantes sont obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Electricité ; - Electromécanique ; - Equipement sous pression – TDM – canalisations ; - Soudage ; - Thermique – fluides ; - Sécurité des personnes et des biens ; - Environnement ; - Santé ; - Bâtiment – Génie civil ; - Service ; - Qualité de l'air – émission de sources fixes ; - Mesurage des niveaux d'empoussièrément des fibres d'amiante dans les immeubles bâtis ; - Essais concernant la recherche d'amiante dans l'air ; - Echantillonnage d'eau en vue de l'analyse physico-chimique et essais physico-chimiques des eaux sur site ; - Contrôles des expositions professionnelles aux agents chimiques dans l'air des lieux de travail
--	--

Toute candidature incomplète pourra être rejetée.

Sous-dossier B - éléments relatifs à l'offre
L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe I complétée et signée électroniquement <ul style="list-style-type: none"> • annexe I : Bordereau de prix unitaires (B.P.U) ;
Le détail quantitatif et estimatif (DQE), complété (annexe I du RC)
Un mémoire technique dont le contenu est détaillé à l'article 5 du présent RC
Un RIB de l'entreprise

Le candidat prendra soin de remplir correctement le détail quantitatif et estimatif (DQE - annexe 1 du RC) et de s'assurer que les prix unitaires du DQE sont les mêmes que les prix unitaires du BPU, pour chaque lot soumissionné.

Toute offre incomplète pourra être rejetée.

NB : En application des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique précitée, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

4.2. Modalité d'envoi des plis

Voir les clauses de dématérialisation, annexe II au RC.

4.3. Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :

N° de projet – LOT N° - intitulé du document (AE, BPU...).

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du code de la commande publique.

Les critères retenus et pondérés pour le jugement des offres évaluées sur un total de 100 points sont les suivants:

N° CRITERE	CRITERE	PONDERATION
1	PRIX	60 points
2	VALEUR TECHNIQUE	40 points

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

1/ Prix des prestations (sur 60 points)

Les points seront attribués de la manière suivante :

<u>Critère n°1 : Prix des prestations</u>
<p>La note de chaque candidat sera calculée selon la formule suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 40 points sur la base du DQE : $\text{Note candidat} = 40 \times \frac{\text{offre la moins-disante}}{\text{offre du candidat}}$ ➤ 20 points sur la base d'un devis caché pour un chantier-type : $\text{Note candidat} = 20 \times \frac{\text{offre la moins-disante}}{\text{offre du candidat}}$ <p>La note du critère prix correspond à la somme des notes obtenues par application des formules ci-dessus.</p>

2/ Valeur technique des prestations (sur 40 points)

Le candidat remettra un mémoire technique comportant les éléments demandés pour le jugement des sous-critères 1, 2, 3, 4 et 5.

<u>Critère n°2 : Valeur technique</u>
<p><u>Sous-critère n° 1 : Descriptif des moyens humains et matériels mis en place pour le management et l'exécution du marché – 15 points</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation détaillée de l'organigramme de la structure dédiée à l'exécution et au pilotage du contrat au niveau régional et par USID. - Rôle et profil des intervenants (management/pilotage du marché, sous-traitants...), leurs qualifications, leur expérience ainsi que leur localisation ; l'organisation et la continuité de service, remplacement du responsable de contrat et des interlocuteurs des USID ; - Note relative à la justification de la capacité technique du candidat à disposer des moyens humains pour exécuter simultanément les CVPO sur la moitié des USID (dimensionnement des équipes allouées à la bonne exécution du marché); - Organisation des moyens mis en place pour le lancement, l'exécution et le pilotage du marché.
<p><u>Sous-critère n° 2 : Qualité de la plateforme de suivi proposée – 10 points</u></p>

Plateforme/outil mis en place pour l'accès au portail internet, à l'outil de pilotage et de management du contrat, assistance et formation des utilisateurs de la plateforme.

Présentation détaillée du portail internet de mise à disposition des rapports CVPO (fonctionnalités, ergonomie, paramétrages...)

Sous-critère n° 3 : Méthodologie mise en place pour l'exécution du marché – 5 points

Modèles de documents d'interventions, de comptes-rendus mensuels, trimestriels ou annuels, suivi de planification, dispositif d'alerte et d'information relatif aux non-conformités de type CO STOP relevées lors des contrôles.

Sous-critère n° 4 : Dispositions relatives à la qualité des indicateurs – 5 points

Indicateurs de pilotage et de suivi d'activité proposés par le candidat et mis à disposition de l'USID et synthèse ESID (établissement de devis, avancement des prestations par commande, remise de rapport, bilans d'activités périodiques).

Sous-critère n° 5 : Dispositions relatives à la sécurité – 5 points

Dispositions prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des prestations

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1. Contenu du dossier de consultation

- L'acte d'engagement (A.E) et son annexe :
 - Annexe I : bordereau de prix unitaires (B.P.U).
- Le présent règlement de consultation (R.C) et ses annexes :
 - Annexe I : devis quantitatif et estimatif (D.Q.E) ;
 - Annexe II : clauses relatives à la dématérialisation.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et ses annexes :
 - Annexe I : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
 - Annexe II : cadre de Fiche CPR (Fiche de Contrôle Primaire) ;
 - Annexe III : guide de démarrage SUBCLIC

6.2. Modifications du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation qui seront adressées (date d'enregistrement de la lettre d'envoi de l'additif modificatif) à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, au plus tard, six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date de remise des offres.

6.3. Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres et de six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres.

6.4. Questions des candidats

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des plis une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site www.marches-publics.gouv.fr

6.5. Disposition relative à la dématérialisation de la procédure - PLACE

L'ensemble des éléments est disponible dans l'annexe II au présent RC relative à la dématérialisation.

6.6. Visite des lieux

Sans objet.

ARTICLE 7 : ATTRIBUTION ET NOTIFICATION

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat attributaire en titulaire.

Dans le cadre de la procédure DUME, l'offre remise ne comportant pas obligatoirement la signature du candidat, il convient de régulariser la situation avant attribution et de procéder en 2 étapes :

- 1ère étape : Une version électronique du marché est transmise au candidat présumé attributaire via la PLACE afin d'apposer sa signature électronique.

Celui-ci dispose d'un délai de 5 jours calendaires à compter de la demande du pouvoir adjudicateur envoyée via la PLACE pour signer électroniquement le marché.

Dans l'hypothèse d'une incapacité du candidat à produire la proposition de marché signée dans le délai imparti, le candidat présumé attributaire verra son offre déclarée irrégulière et le candidat suivant (n°2 du classement) se verra proposer le marché pour signature. La même procédure sera appliquée en cas d'empêchement du nouveau candidat.

- 2ème étape : une version électronique du marché comportant la signature du candidat et celle du représentant du pouvoir adjudicateur sera transmise au candidat via la PLACE pour notification. La date d'accusé de réception de PLACE constituera la date de notification du marché.

ARTICLE 8 : PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 Bordeaux (Tél: 05.56.99.38.00)

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.